

**Discours politique de M. Hirofumi Nakasone, Ministre des Affaires étrangères
à l'occasion du Symposium pour le suivi de la TICAD IV
« Créer la paix- le Partenariat entre le Japon et l'Afrique »**

Le 11 mars 2009

Son excellence Dr. Luka Biong, Ministre des Affaires présidentielles du gouvernement du Sud Soudan,

Son excellence Dr. Barnaba Marial Benjamin, Ministre de la Coopération régionale du gouvernement du Sud Soudan,

Son excellence M. Samuel Poghio, Ministre de l'information et de la communication du gouvernement du Kenya,

Son excellence M. Farid Zarif, Chef du Personnel de la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS),

M. Geoffrey Mugmya, Directeur de la paix et la sécurité de l'Union africaine,

Membres distingués,

Mesdames et Messieurs,

Je tiens à vous exprimer toute ma gratitude pour votre présence d'aujourd'hui à ce symposium pour le suivi de la TICAD IV.

Bien qu'il soit regrettable que Son excellence Monsieur Salva Kiir, Premier Vice-Président de la République du Soudan, ait dû annulé sa visite au Japon en raison des circonstances nationales actuelles, j'ai le grand plaisir d'accueillir Monsieur le Ministre Biong à sa place ainsi que les spécialistes distingués de l'état actuel de la paix et la sécurité en Afrique qui sont venus du Kenya, de l'Union Africaine et de l'ONU.

(Prologue – Ma première rencontre avec l'Afrique)

Ma première rencontre avec l'Afrique date d'il y a plus de 30 ans. A cette époque, je travaillais pour une compagnie pétrochimique et j'étais chargé de l'exportation d'usines clef en main. Un jour, ma compagnie a reçu une demande du Nigeria. J'ai ainsi voyagé très loin et je suis arrivé à l'aéroport de Lagos tout seul.

A ce moment-là, le Nigeria n'était indépendant que depuis près d'une douzaine d'années. Le pays débordait d'un sentiment d'exaltation exprimé par le peuple nigérian et d'une vitalité différente de celle du Japon. Pendant le court délai de mon

séjour, j'ai dû me débrouiller seul pour tout car il n'y avait pas de bureau de liaison de ma compagnie sur place. Cependant, cela m'a permis d'acquérir une expérience que je n'aurais jamais eue au Japon. Grâce à cela, je suis devenu intéressé par les événements qui se produisent dans les différentes régions de l'Afrique.

30 ans se sont passés depuis lors. Ces dernières années, les pays africains se sont développés rapidement. Les attrayantes ressources de son sous-sol et son marché potentiel avec une population de plus de 900 millions de personnes attirent l'attention du monde entier. Les entreprises japonaises sont de plus en plus présentes en Afrique. De plus, comme le montre le cas des pirates somaliens, des incidents survenus en Afrique ont des répercussions croissantes sur la sécurité des Japonais et de leurs biens. De surcroît, en fondant l'Union africaine (UA), les pays africains sont en train de renforcer leur intégration régionale dans les domaines politique et économique, augmentant leur influence sur la scène internationale. Quand je pense à cette évolution extraordinaire de l'Afrique, je suis sincèrement ému.

(La contribution du Japon à l'Afrique)

Le Japon se sent fier d'avoir contribué au développement de l'Afrique jusqu'à présent non moins que d'autres pays à travers notamment le processus de la Conférence internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD). La TICAD IV s'est tenue en mai dernier à Yokohama pendant laquelle le gouvernement japonais a annoncé de nombreuses mesures d'aide tels qu'un doublement de l'aide publique au développement pour l'Afrique ainsi qu'une assistance dans le but de doubler l'investissement direct du secteur privé japonais à destination de l'Afrique. Les participants ont adopté le Plan d'Action de Yokohama qui englobe des mesures d'assistance concrètes à prendre pour le développement de l'Afrique et ils ont mis en place le Mécanisme de Suivi de la TICAD. La Réunion ministérielle de Suivi de la TICAD aura lieu à Gaborone, Botswana, les 21 et 22 mars prochain, pour examiner et évaluer l'état d'avancement de ces mesures d'aide. A cette occasion, nous discuterons des conséquences de la crise financière et économique sur l'Afrique et des moyens de les surmonter. A l'issue de ces discussions, nous rassemblerons les voix des pays africains et les présenterons au Sommet du G20 sur la finance et l'économie mondiale prévu en avril à Londres. Si le calendrier de la Diète me le permet, je voudrais moi même participer à la réunion au Botswana, en tant que co-président, afin de discuter avec mes homologues africains.

En ce qui concerne la paix et la stabilité en Afrique, le Japon a élargi son assistance de différentes manières visant notamment la « consolidation » de la paix accomplie. Par exemple, le gouvernement japonais a obtenu des résultats significatifs

en matière d'assistance humanitaire pour les réfugiés et les personnes déplacées du Soudan et du Tchad, d'aide à la reconstruction et à la création d'institutions dans des situations post-conflit comme au Liberia et en Sierra Leone, ainsi qu'en matière d'assistance au déminage en Angola et en République démocratique du Congo.

Néanmoins, le Japon n'en est qu'au début de sa contribution pour la création de la paix. Autrement dit, notre contribution au stade initial du processus de construction de la paix, c'est-à-dire la résolution des conflits et la conclusion et l'application des accords de paix, vient juste de démarrer.

C'est pourquoi je voudrais vous parler aujourd'hui des quatre domaines principaux dans lesquels le Japon envisage de mettre en œuvre sa coopération.

(Engagement actif pour la résolution des conflits et la réalisation de la paix)

En premier lieu, je tiens à aborder l'engagement pour la résolution des conflits et l'aboutissement d'accords de paix.

La condition préalable de la création de la paix est d'obtenir un cessez-le-feu et un accord de paix entre les parties prenantes des conflits en question. Jusqu'à récemment, le Japon ne s'impliquait pas suffisamment dans une démarche directe auprès des parties prenantes des conflits et dans un processus de formation d'un accord de cessez-le-feu et de paix étant donnée la distance géographique et historique entre le Japon et l'Afrique. En d'autres mots, le Japon a longtemps hésité à s'engager dans ces processus.

Cependant, au fur et à mesure que le Japon gagne une position importante sur la scène internationale, l'attente de la communauté internationale y compris les pays africains devient de plus en plus importante à l'égard de la contribution japonaise à la résolution des conflits et aux processus visant à obtenir des accords de cessez-le-feu et de paix. Afin de répondre à cette attente, le Japon doit renforcer ses engagements dans ce domaine en tant que membre responsable de la communauté internationale.

A titre d'exemple, je voudrais vous donner un peu plus de détails sur les cas du Soudan et de la Somalie.

En ce qui concerne le conflit de Darfour qui a déjà enregistré plus de 200 000 morts et plus de 2 millions de personnes déplacées, le processus de négociation pour la paix est actuellement en cours à l'initiative du gouvernement du Qatar. Jusqu'à récemment, le Japon n'avait pas pris part à cette négociation. Cependant, suite à la transmission à des parties intéressées de l'intention du Japon de s'impliquer non seulement dans l'assistance humanitaire mais également dans la négociation pour la paix, le Japon a pour la première fois envoyé un représentant à la réunion pour la paix

à Doha le mois dernier en répondant à l'invitation du gouvernement du Qatar et de M. Bassolé, médiateur en chef conjoint de l'ONU et de l'UA pour le Darfour. A cette réunion, le gouvernement du Japon a pu exprimer directement son avis aux parties prenantes et pays concernés. Une telle action du Japon, basée sur sa position neutre, a été accueillie favorablement par les pays concernés.

Il en va de même pour la question de la Somalie. Depuis le début des années 1990, la Somalie est plongée dans une guerre civile permanente. Récemment, une évolution positive de la situation a été enfin observée comme la nomination du Président du nouveau « Gouvernement fédéral de transition », la mise en place des nouveaux cabinet et parlement. En outre, la délégation japonaise a pris part pour la première fois à la réunion du Groupe de contact international sur la Somalie qui s'est tenue à Bruxelles le mois dernier. Lors de cette réunion, le gouvernement japonais a déclaré qu'il avait apporté son soutien avec un montant de 64 millions de dollars au cours de ces deux dernières années pour l'assistance humanitaire et l'assistance pour améliorer la sécurité et pour renforcer le service de police en Somalie. Il a également exprimé son intention de s'y engager plus activement. La participation du Japon et sa contribution dans les discussions ont été hautement appréciées.

Nul besoin de dire que ni le problème du Darfour ni celui de la Somalie ne seront faciles à résoudre. Il faut dire que nous devons rester vigilants pour voir si ces progrès positifs aboutiront ou non à un accord de paix. Néanmoins, le Japon entend coopérer activement avec les pays concernés pour la résolution des conflits et l'aboutissement d'un accord de paix.

Depuis janvier dernier, le Japon est devenu le membre du Conseil de Sécurité de l'ONU où une large part des sujets traités concerne la paix et la stabilité en Afrique. Le gouvernement du Japon, en tant que membre du Conseil de Sécurité, s'engagera toujours plus activement dans ces discussions.

(L'engagement actif du Japon dans l'application d'un accord de paix)

Le deuxième point que je voudrais mentionner est l'engagement actif du Japon dans l'exécution d'un accord de paix. Le Japon est en train de prendre une initiative plus active dans ce domaine également. Un autre défi majeur auquel le gouvernement du Soudan fait face, outre la question du Darfour, est celui de l'exécution d'un accord de paix entre le Nord et le Sud Soudan. Au Soudan, la guerre civile entre le Nord et le Sud qui avait duré plus de 20 ans s'est enfin terminée en 2005 et la mise en œuvre de l'accord de paix est maintenant en cours. Dans ce processus de paix, un des enjeux les plus importants et qui prenait du retard était le processus de DDR (désarmement, démobilisation et réintégration). Le gouvernement

japonais a assumé la co-présidence de la 1^{ère} conférence des donateurs sur le DDR soudanais en juin dernier et a été le premier à décider une assistance d'un montant d'environ 17 millions de dollars. Ceci a entraîné des engagements de la part du gouvernement du Soudan et de la communauté internationale. Plus concrètement, la décision du Japon d'apporter son soutien pour le DDR a facilité l'inauguration officielle, le 10 février, du processus de DDR qui avait stagné pendant longtemps. A l'occasion de la deuxième table ronde qui s'est tenue au Sud Soudan récemment, de nombreux pays donateurs, suivant la décision du Japon, ont exprimé leur intention d'aider au déroulement de ce processus.

(L'assistance accrue en vue de renforcer la capacité des pays africains en matière de maintien de la paix)

Troisièmement, je voudrais souligner l'importance du renforcement de la capacité des pays africains pour le maintien de la paix. L'Afrique fait ses propres efforts pour la création de la paix. Le Japon prend en charge environ 17% du coût de 16 missions dans le cadre des Opérations de Maintien de la Paix (OMP) de l'ONU actuellement déployées dans le monde entier. Sept de ces missions qui comprennent 70% du personnel total se trouvent en Afrique. De nombreux membres du personnel des missions déployées en Afrique viennent de pays africains. Ses propres missions de maintien de la paix sont également envoyées sous les auspices de l'UA dans des pays comme la Somalie. Ces missions sont déployées pour surveiller le cessez-le-feu, maintenir la sécurité et améliorer les situations humanitaires sur le terrain. Cependant, la capacité des pays africains en matière de maintien de la paix est en cours de développement et n'est pas encore suffisante. Dans de nombreux cas, ces missions font face à des pénuries d'équipement et manquent de personnels qualifiés.

L'année dernière, le Japon a organisé le Sommet du G8 de Hokkaido Toyako et a annoncé une politique de renforcement de l'appui pour la capacité en matière de maintien de la paix en mettant l'accent sur l'Afrique. Dans le cadre de nos efforts pour renforcer ces capacités, le Japon a mis en œuvre des programmes de soutien pour des centres de formation pour l'OMP en Afrique. Dans ces programmes, le Japon a entrepris une assistance pour renforcer le programme de formation, fournir l'équipement nécessaire et réparer des installations pour ces centres. Au total, 14,5 millions de dollars ont été attribués l'année dernière aux 5 centres de formation pour l'OMP dans des pays comme l'Egypte, le Ghana et le Kenya. Cette année, le Japon entamera l'appui aux centres pour l'OMP en Afrique du Sud, au Bénin et au Nigeria. Outre cette assistance financière, le Japon a envoyé deux officiers des Forces d'autodéfense (FAD) au centre pour l'OMP en Egypte en tant qu'instructeurs. Ils ont parlé de leurs expériences et des leçons apprises à travers les activités de reconstruction des FAD en Irak et des opérations de secours après des catastrophes naturelles à l'étranger. M. Hideaki SHINODA, Directeur du Hiroshima Peacebuilders Center, et professeur-adjoint à l'Université de Hiroshima, qui est aujourd'hui l'un des experts de ce symposium, a été aussi invité au Centre d'Egypte pour y être instructeur. Il a fait un cours sur le développement des ressources humaines pour les

activités en matière de maintien de la paix sur le terrain. Les stagiaires ont hautement apprécié ces cours auxquels 35 personnes venues de 9 pays africains ont participé. Le Japon s'engagera activement dans le renforcement de la capacité de l'Afrique en ce qui concerne le maintien de la paix.

Au delà des missions dans le cadre des OMP de l'ONU, je crois que le nombre des missions qui seront déployées sous les auspices de l'UA va progressivement augmenter. En Somalie, dont je vous ai parlé précédemment, environ 3500 personnes sont déployées pour la mission de l'UA en Somalie (AMISOM). Toutefois, les missions propres de l'Afrique sont confrontées à des problèmes financiers et ont besoin du soutien de la communauté internationale. Le Japon a accordé son appui à ces missions et le maintiendra.

(Le renforcement de la contribution en personnels japonais)

Enfin, j'aimerais vous présenter la contribution en personnels japonais dans le cadre de la construction de la paix en Afrique. Après l'envoi de nos Forces d'autodéfense dans le cadre des missions d'Opération de Maintien de la Paix (OMP) au Mozambique, nous n'avons plus expédié nos FAD pendant près de 15 ans. Cependant, l'année dernière, nous avons envoyé deux militaires des Forces d'autodéfense en tant que personnels du quartier général de la MINUS (Mission des Nations Unies au Soudan). Aujourd'hui, sont déployés seulement 38 Japonais en trois missions différentes dans le cadre de l'Opération de Maintien de la Paix, ce qui signifie que nous sommes en 81^{ème} position des 120 pays-contributeurs dans ce domaine. Par conséquent, nous pensons que le renforcement de la contribution en personnels japonais est nécessaire dans le processus de la construction de la paix, à commencer par l'Opération de Maintien de la Paix.

C'est encourageant de savoir qu'à l'heure actuelle, il y a 32 Japonais au titre des effectifs des Organisations Internationales et 26 Japonais au titre des ONG qui effectue, dans la condition difficile, un travail remarquable au Soudan. Parmi ces personnels, il y a 4 diplômés et stagiaires du Hiroshima Peacebuilders Center, ce qu'on appelle « Terakoya », qui a pour but de développer les ressources humaines dans ce domaine à l'initiative du Ministère des Affaires étrangères du Japon.

De plus, il y a deux Japonais qui travaillent durement au Darfour, littéralement jour et nuit, au sein de la mission des Nations Unies et de l'Union Africaine au Darfour (MINUAD), une des missions de l'OMP les plus difficiles au monde. Le Japon tient à promouvoir la formation et l'envoi de tels personnels qui sont en première ligne pour l'établissement de la paix.

(Conclusion)

Assurer la sécurité et la stabilité en Afrique demeure un défi majeur de la communauté internationale dont la résolution et la détermination sont nécessaires. Le Japon, avec son expérience, son savoir-faire et ses contributions en matière de

reconstruction et de développement post-conflit, renforcera ses engagements dans toutes les étapes de l'établissement de la paix y compris celui de création de la paix. Il y a certainement des choses que nous pouvons faire et d'autres que nous ne pouvons pas. Cependant, je considère qu'il reste encore des domaines dans lesquels le Japon peut contribuer davantage. Nous continuerons nos efforts maximaux dans ce sens. Il s'agit là de la problématique que je voudrais soulever à l'occasion de cette rencontre.

Il est attendu que ce Symposium nous apporte beaucoup de suggestions constructives.

Je vous remercie de votre attention.

(fin)